

III

La cause *immédiate* de la défaite arabe réside donc dans une appréciation fautive du rapport des forces et, fondamentalement, dans une infériorité militaire qui s'est exprimée, entre autre, dans ces erreurs techniques signalées par Nasser lui-même. On ne saurait alléguer une crise dans les rapports entre le régime et les masses qui se serait produite à l'occasion du conflit et aurait provoqué une désintégration de l'armée : aucune source n'a fourni le moindre élément dans ce sens, et les masses ont, d'ailleurs, confirmé leur appui à Nasser au moment le plus crucial.

Mais la faiblesse militaire a, en dernière analyse, des racines politiques. Ce qui a joué, au fond, ce sont les limitations et contradictions intrinsèques du régime, qui s'est toujours basé beaucoup plus sur un appui passif et contrôlé des masses que sur leur mobilisation démocratique active et qui, surtout, a maintenu dans une large mesure les structures politiques et administratives du passé — caractérisées par une bureaucratisation extrême et une corruption énorme. Ce sont précisément ces facteurs qui sont à la base de l'inefficacité de l'appareil militaire qui, malgré les efforts d'une décennie et des aides extérieures importantes, s'est avéré, encore une fois, inadéquat à l'heure de l'épreuve sur le terrain.

Les causes politiques d'ordre international ne sont pas moins importantes. Les pays arabes sont profondément divisés et cette division, derrière la façade d'« union sacrée », a joué encore une fois en faveur des Israéliens et des impérialistes. Certains pays n'ont pas bougé, se limitant à des manifestations de solidarité verbale, tandis que le front unique réalisé par Nasser avec la Jordanie,

critiqué très durement par les Syriens et les Algériens, s'avérait, en pratique, tout à fait stérile dans la mesure où il n'a servi à éviter, ni la concentration de l'effort ennemi contre l'Egypte, ni l'écroulement immédiat des forces jordaniennes (seul le roi Hussein semble, pour le moment, avoir tiré profit du pacte, ayant réussi à se tenir debout, ce qui aurait été probablement impossible sans la couverture de l'alliance avec Nasser). Le refus de certains pays de prolonger le blocage du pétrole après le cessez-le-feu a fourni une confirmation ultérieure de la nature précaire du bloc arabe et implique un affaiblissement supplémentaire des positions des gouvernements plus progressistes.

Les pays arabes ont dû constater, d'autre part, que la direction bureaucratique de l'U.R.S.S., dont l'action est déterminée essentiellement par ses intérêts conservateurs et par les implications de sa conception de coexistence pacifique, n'est aucunement disposée à courir des risques. Dans la situation actuelle du Moyen-Orient, elle se préoccupe avant tout d'éviter une confrontation directe avec les Etats-Unis. Cette préoccupation qui a frisé la panique au moment crucial, a poussé le Kremlin à s'associer honteusement à la décision de de l'O.N.U. du 7 juin, qui sanctionna, en fait, la victoire d'Israël, et à ne traduire que sur le plan propagandiste les affirmations solennelles du sommet de Moscou. Quelle que puisse être l'évolution de la situation politique et diplomatique — et bien que les Etats arabes progressistes ne puissent envisager, pour des raisons évidentes, une rupture avec Moscou — le prestige de l'U.R.S.S. a subi un coup très grave. Des militants conscients et des couches d'avant-garde auront de plus en plus ten-